



KPMG S.A.
19 rue Clément Ader
Pôle Henri Farman - BP 162
51685 Reims

Association de l'Institut Régional du Travail Social de Champagne-Ardenne

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

Association de l'Institut Régional du Travail Social de Champagne-Ardenne
8 rue Frédéric et Irène Joliot-Curie - 51100 Reims

KPMG S.A., société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de Paris sous le n° 143008010101 et rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre.
Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais (private company limited by guarantee).

Société anonyme à conseil d'administration
Siège social :
Tour EQHO
2 avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex
Capital social : 5 497 100 €
775 726 417 RCS Nanterre



KPMG S.A.
19 rue Clément Ader
Pôle Henri Farman - BP 162
51685 Reims

Association de l'Institut Régional du Travail Social de Champagne-Ardenne

8 rue Frédéric et Irène Joliot-Curie - 51100 Reims

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

À l'Assemblée Générale de l'association de l'Institut Régional du Travail Social de Champagne-Ardenne,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association de l'Institut Régional du Travail Social de Champagne-Ardenne relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.



Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur la présentation d'ensemble des comptes, notamment pour ce qui concerne les conventions de financement.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les rapports d'activité et financier et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.



Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Reims, le 16 juin 2025

KPMG S.A.

Patrick
Zeimett

Signature
numérique de
Patrick Zeimett
Date : 2025.06.16
07:27:25 +02'00'

Patrick ZEIMETT

Associé

		Exercice			2023
		Brut	Amortisse- ments et provisions (à déduire)	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE	Immobilisations incorporelles				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions, brevets, licences marques, procédés, droits et valeurs similaires				
	Autres immobilisations incorporelles				
	Immobilisations incorporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	Immobilisations corporelles				
	Terrains	8 650,88		8 650,88	8 650,88
ACTIF CIRCULANT	Construction	6 007 898,73	4 069 709,29	1 938 189,44	2 138 882,84
	Instal.techniques, matériel et outillage industriels	478 691,98	423 040,22	55 651,76	89 940,46
	Autres immobilisations incorporelles	1 000 837,02	788 572,80	212 264,22	240 956,45
	Immobilisations corporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
	Immobilisations financières				
	Participations et Créances rattachées				
	Autres titres immobilisés				
	Prêts				
	Autres	204 853,62		204 853,62	185 481,23
Total I		7 700 932,23	5 281 322,31	2 419 609,92	2 663 911,86
ACTIF CIRCULANT	Stocks et en-cours	1 224,71		1 224,71	2 273,15
	Avances et acomptes versés sur commandes				
	Créances				
	Créances Clients et Comptes rattachés	1 199 054,03	78 161,46	1 120 892,57	1 041 702,03
	Créances reçues par legs ou donations				
	Autres	18 917,05		18 917,05	75 897,56
	Créances diverses				
	Valeurs mobilières de placement				
	Instruments de trésorerie				
	Disponibilités	1 858 212,94		1 858 212,94	1 983 728,28
ACTIF CIRCULANT	Charges constatées d'avance	121 483,63		121 483,63	114 060,93
	Total II	3 198 892,36	78 161,46	3 120 730,90	3 217 661,95
	Frais d'émission d'emprunt (III)				
	Primes de remboursement des obligations (IV)				
	Ecart de conversion - Actif (V)				
	TOTAL GENERAL				
	(I + II + III + IV + V + VI)	10 899 824,59	5 359 483,77	5 540 340,82	5 881 573,81

		Exercice 2024	Exercice 2023
FONDS PROPRES	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Ecart de réévaluation (b)		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles	1 474 621,13	1 474 621,13
	Autres	128 068,21	128 068,21
FONDS PROPRES ET DEBIES	Report à nouveau (c)	487 784,97	435 089,74
	Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte) (d)	-245 861,18	52 695,23
	<i>Situation nette</i>	<i>1 844 613,13</i>	<i>2 090 474,31</i>
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement	1 132 623,90	1 269 613,47
	Provisions réglementées		
	Total I	2 977 237,03	3 360 087,78
	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés		
	Total II		
PROVISIONS	Provisions pour risques	51 029,11	91 446,96
	Provisions pour charges	280 516,81	295 467,25
	Total II	331 545,92	386 914,21
	Emprunts obligataires et associatifs		
	Emprunts et dettes auprès d'établissements de crédit	579 881,12	659 396,73
	Emprunts et dettes financières divers		
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
	Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés (e)	242 903,67	267 173,11
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	933 108,50	814 179,98
	Dettes sur immobilisations et Comptes rattachés		
	Autres dettes	173 461,25	113 899,77
	Instruments de trésorerie		
	Produits constatés d'avance	302 203,33	279 922,23
	Total IV	2 231 557,87	2 134 571,82
	Ecart de conversion - Passif (V)		
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)		5 540 340,82	5 881 573,81

IRTS CHAMPAGNE-ARDENNE
COMPTE DE RESULTAT
ANNEE 2024

	31-déc.-24	31-déc.-23
Cotisations	280,00	360,00
Ventes de biens et services		
Ventes de biens		
<i>dont ventes de dons en nature</i>		
Ventes de prestations	2 433 222,50	2 318 091,81
<i>dont parrainages</i>	0,00	0,00
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	3 339 261,85	3 308 914,80
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consomptible		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels		
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières		
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	106 784,18	120 893,50
Utilisations des fonds dédiés		
Autres produits	159 937,38	219 733,82
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION	6 039 485,91	5 967 993,93
Achats de marchandises	18 682,29	20 531,56
Variation de stock	1 048,44	68,37
Autres achats et charges externes	1 396 584,37	1 370 988,20
Aides financières	0,00	0,00
Impôts, taxes et versements assimilés	321 069,01	280 981,27
Salaires et traitements	3 019 148,37	2 776 741,86
Charges sociales	1 231 397,88	1 084 238,99
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	401 366,67	421 284,51
Dotations aux provisions	91 696,88	165 480,62
Reports en fonds dédiés	0,00	0,00
Autres charges	50 864,84	52 929,95
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION	6 531 858,75	6 173 245,33
RESULTAT D'EXPLOITATION	-492 372,84	-205 251,40
Produits financiers de participations	0,00	0,00
Produits financiers d'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	0,00	0,00
Autres intérêts et produits assimilés	0,00	0,00
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	0,00	4 232,48
Différences positives de change	0,00	0,00
Produits nets sur cession de valeurs mobilières de placement	56 330,24	31 558,52
TOTAL PRODUITS FINANCIERS	56 330,24	35 791,00
Dotations financières aux amortissements et provisions	0,00	0,00
Intérêts et charges assimilées	11 235,00	12 971,01
Différences négatives de change	0,00	0,00
Charges nettes sur cession de valeurs mobilières de placement	0,00	0,00
TOTAL CHARGES FINANCIERES	11 235,00	12 971,01
RESULTAT FINANCIER	45 095,24	22 819,99
RESULTAT COURANT AVANT IMPOT	-447 277,60	-182 431,41
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	24 110,17	19 183,20
Produits exceptionnels sur opérations en capital	201 711,84	204 649,56
Reprises sur provisions et transfert de charges	0,00	17 962,20
TOTAL PRODUITS EXCEPTIONNELS	225 822,01	241 794,96
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	2,37	152,74
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	234,00	4 610,92
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	8 588,11	0,00
TOTAL CHARGES EXCEPTIONNELLES	8 824,48	4 763,66
RESULTAT EXCEPTIONNEL	216 997,53	237 031,30
Participation des salariés aux résultats		
Impôts sur les sociétés	15 581,11	1 904,66
TOTAL DES PRODUITS	6 321 638,16	6 245 579,89
TOTAL DES CHARGES	6 567 499,34	6 192 884,66
EXCEDENT		52 695,23
DEFICIT	245 861,18	
EVALUATION DES CONTRIBUTIONS EN NATURE		
Produits	15 705,95	16 335,24
dons en nature		
prestations en nature		
bénévolat	15 705,95	16 335,24
Charges	15 705,95	16 335,24
secours en nature		
mise à disposition de biens		
prestations en nature		
personnel bénévole	15 705,95	16 335,24



Arrêté au 31 décembre 2024

Annexe comptable

La présente annexe fait partie intégrante des états financiers.

Elle comporte des éléments d'information complémentaire au bilan et compte de résultat, de façon à ce que l'ensemble donne une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et des résultats de l'Association.

Les éléments d'information ne sont fournis que pour autant qu'ils représentent un caractère significatif :

Objet social	page 3
Nature et périmètre des activités ou missions Sociales réalisées	page 4
Description des moyens mis en œuvre	page 5
Faits et caractéristiques d'importance significative De l'exercice et postérieurs à la clôture	page 6
Principes et méthodes comptables	page 8
Actif circulant	page 10
Comptes de régularisation d'actif	page 13
Passif	page 14
Comptes de régularisation de passif	page 17
Charges et produits	page 18
Résultat par activité	page 23
Contributions volontaires en nature	page 24

OBJET SOCIAL

Il est constitué une association, régie par la loi du 1^{er} juillet 1901, dénommée :
« INSTITUT REGIONAL DU TRAVAIL SOCIAL DE CHAMPAGNE ARDENNE »
Dont le siège social est fixé à Reims, 8 rue Joliot Curie.

L'association a été fondée sur la volonté de partenaires régionaux et principalement du Centre Régional d'Etudes et d'Actions en faveur des personnes Handicapées et Inadaptées de Champagne-Ardenne (CREAHI) et de l'Association Régionale pour la Formation des Assistants de Service Social (ARFASS), l'un et l'autre gestionnaire d'un centre de formation. Ces partenaires ont décidé de réunir les deux centres au sein d'un même IRTS.

L'IRTS de Champagne-Ardenne est un établissement d'enseignement supérieur dont les missions sont définies par un arrêté ministériel du 22 août 1986. C'est sur cette base que l'institut régional travail social a reçu l'agrément du Ministère des Affaires Sociales par arrêté du 13 octobre 1993.

NATURE ET PERIMETRE DES ACTIVITES OU **MISSIONS SOCIALES REALISEES**

L'Association a pour but la préformation, la formation initiale, continue et supérieure des travailleurs sociaux et des intervenants sociaux et médico-sociaux.

Aux fins précitées, elle se propose notamment :

- De mettre en place et de gérer l'information, l'orientation, la préparation, la préformation et l'entraînement aux épreuves de sélection/admission des personnes souhaitant exercer une profession sociale avant l'entrée en formation initiale,
- De mettre en place des formations initiales préparant aux différentes qualifications professionnelles de l'action sociale et médico-sociales.
- Dans le cadre de la formation permanente, de proposer aux différent(e) s travailleuses sociales et travailleurs sociaux, médico-sociaux et plus généralement à tous les acteurs de la vie sociale des cycles de perfectionnement, d'actualisation des connaissances et d'adaptation des compétences : elle assure des formations supérieures diversifiées,
- D'accompagner à la validation des acquis de l'expérience.

Elle a également vocation :

- A conduire des actions d'étude et de recherche orientées vers l'analyse des qualifications professionnelles, ainsi que des modes d'intervention sociale et de leur adaptation aux besoins de l'action sociale et médico-sociale,
- A participer à l'animation, à l'information et au perfectionnement des milieux professionnels régionaux de l'action sociale,
- A développer des prestations d'assistance technique et conseils aux établissements et services concourant à l'action sociale.

L'IRTS Champagne-Ardenne développe des partenariats avec les acteurs de la formation et de la recherche avec les adhérents d'UNAFORIS (Union Nationale des Associations de Formation et de Recherche en Intervention Sociale) et l'Université Reims Champagne-Ardenne (URCA).

DESCRIPTION DES MOYENS MIS EN OEUVRE

Informations relatives à l'effectif :

L'effectif moyen salarié par catégorie se décompose ainsi pour l'année 2024

	etp
cadres	45,87
agents de maîtrise	
employés	21,3
ouvriers	
total	67,17

Autres moyens

L'association est propriétaire de ses locaux.

FAITS CARACTERISTIQUES D'IMPORTANCE SIGNIFICATIVE, DE L'EXERCICE ET POSTERIEURS A LA CLOTURE

Activités de l'institut :

Les activités de l'exercice précédent sont reconduites, notamment les formations initiales préparant aux diplômes d'Etat.

Le Quota financé par le Conseil Régional reste inchangé à 185 entrants, soit en statut étudiant ou en statut stagiaire DE.

Pour mémoire le Quota d'entrants se décline de la manière suivante :

- Educateur Spécialisé : 59 places
- Assistant de Service Social : 44 places
- Educateur de Jeunes Enfants : 25 places
- Educateur Technique Spécialisé : 12 places
- Moniteur Educateur : 30 places
- Technicien de l'Intervention Sociale et Familiale : 15 places

Les agréments des formations par la Région Grand Est : les formations, notamment nouvellement gradées, font toujours l'objet d'une procédure d'agrément par la collectivité régionale, après avis des services d'Etat.

Faits caractéristiques de l'exercice

L'exercice a été caractérisé par les faits d'importance significative suivants :

⇒ Activité

Le résultat 2024 est impacté par un changement des équilibres de clef de répartition qui s'appuie sur la ventilation des apprenants sous financement région et hors financement région, à la rentrée de septembre.

Cette année, le nombre d'apprenants sous financement région est en diminution alors que le nombre d'apprenants hors financement région est en progression, notamment grâce à l'apprentissage.

A la rentrée de septembre 2024, le CFA a accueilli 80 apprentis.

Le résultat 2024 est également impacté pour la prime SEGUR pour tous, qui s'élève à 280 000€. Cette dernière est non financée par la Région Grand Est.

⇒ Mouvement du personnel

- Deux salariés ont fait valoir leurs droits à la retraite : un responsable de la formation ETS et une responsable de la formation EJE.
- Un départ a été négocié avec le versement d'indemnité.
- Une procédure de licenciement est constatée dans les comptes 2024 mais le dénouement interviendra au 1er trimestre 2025.
- Une assistante a rejoint le centre de ressources documentaires en début d'année. Ce poste était vacant depuis 17 mois.
- L'intérimaire occupant le poste d'agent d'accueil depuis un an, a finalement été embauchée.
- A la suite d'un départ en retraite sur la filière ETS et à une réorganisation sur la filière AES, une formatrice a rejoint les deux formations à temps plein, répartissant son temps à 50% sur chacune d'elles.
- Fin septembre, une formatrice sur la filière ME a été recrutée, à la suite d'une réorganisation en interne.
- Mi-novembre et début décembre, deux recrutements ont été effectués pour la filière ES : le premier en CDI et le deuxième en CDD. Ces recrutements successifs font suite à une réorganisation interne intervenue au début de l'année 2024 au sein de cette même filière.
- L'institut a eu recours à plusieurs reprises à l'intérim remplacer des salariés absents.
- En matière d'organisation du travail, le télétravail a été développé : un jour par semaine sur demande du salarié auprès de la Direction via le portail Self-Service RH.

Faits caractéristiques postérieurs à la clôture

Aucun autre fait caractéristique d'importance significative n'est à signaler postérieurement à la clôture de l'exercice.

PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES

Principes généraux

Les comptes annuels de notre entité sont arrêtés conformément aux dispositions du code de commerce, aux dispositions spécifiques applicables du règlement ANC 2018-06 et, à défaut d'autres dispositions spécifiques, à celles du règlement ANC 2014-03 relatif au plan comptable général.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes, comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

ACTIF IMMOBILISE

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat plus les frais accessoires ou d'installations).

Leur dépréciation est constatée par la voie d'amortissements linéaires en fonction de leur durée d'utilisation estimée :

nature	durée (ans)
Constructions	10 à 25 ans
Travaux de réhabilitation et mise aux normes d'accessibilité	10 à 30 ans
Aménagements et installations	5, 10, 15 ou 25 ans
Installations techniques et matériel	5, 7 ou 10 ans
Matériel et mobilier de bureau	5, 7 ou 10 ans
Matériel informatique	1 à 5 ans

Les travaux de réhabilitation ont fait l'objet d'un amortissement par composants.

Les immobilisations financières sont constituées de parts sociales, dépôts inscrits pour la valeur pour laquelle elles sont entrées à l'actif.

Tableau des immobilisations :

	début d'exercice	acquisitions	cession	fin d'exercice
incorporelles				
corporelles	7 383 625	146 280	33 827	7 496 079
en cours				
financières	3 357			3 357
Créance CET	182 124	78 955	59 583	201 496
total	7 569 107	225 235	93 410	7 700 932

Tableau des amortissements :

	début d'exercice	dotation	cession / rebut	fin d'exercice
incorporelles				
corporelles	4 905 195	401 367	25 240	5 281 322
financières				
total	4 905 195	401 367	25 240	5 281 322

Compte Epargne Temps :

L'Irts Champagne Ardenne a opté au cours de l'année 2014 pour la possibilité aux salariés d'ouvrir un compte épargne temps alimenté notamment avec des jours de congés non pris dans un maximum de 15 jours pour les moins de 50 ans, et sans limitation pour les plus de 50 ans. Cette monétarisation des jours de congés (brut + charges sociales estimée) est versée à Malakoff Médéric Epargne Entreprise dans le cadre d'une adhésion au CET UNIFED.

Les montants ainsi reçus et inscrits en compte de charges de personnel s'établissent en 2024 à :

Brut	38 577,25 euros
Charges Sociales	22 951,91 euros

Pour l'année 2024, l'alimentation des comptes épargne temps s'établit de la manière suivante :

Nombre de salariés concernés	28
Nombre de jours valorisés	219,50

ACTIF CIRCULANT

Les stocks de matières et fournitures consommables sont évaluées selon la méthode du premier entré/premier sorti au coût unitaire d'acquisition (prix d'achat + frais accessoires).

poste	nature	année 2024	année 2023
produits intermédiaires et finis	fournitures de bureau	1 225	2 273
	fournitures reprographie		
	autres		
total comptes de stocks		1 225	2 273

Les créances clients sont valorisées à leur valeur nominale.

	année 2024		année 2023	
	moins 1 an	plus 1 an	moins 1 an	plus 1 an
comptes clients formations initiales	615 701	35 240	597 507	48 927
comptes clients formations continues	505 191	42 921	403 792	29 356
total comptes clients	1 120 893	78 161	1 001 299	78 284

fournisseurs débiteurs et acomptes versés				
--------------------------------------------------	--	--	--	--

créances liées au personnel		2 293		2 600
subventions à recevoir	5 520		66 800	
medecine du travail			3 634	
remboursement de formation à recevoir				
divers à recevoir (clients débiteurs...)	11 104		2 864	
total créances diverses	16 624	2 293	73 298	2 600

Les comptes de disponibilités se composent de la manière suivante :

	année 2024	année 2023
compte courant caisse d'épargne	92 834	116 826
total comptes courants	92 834	116 826
livret caisse d'épargne	439 694	626 735
total livrets	439 694	626 735
compte CET	16 553	1 315
total compte CET	16 553	1 315
compte Compte à terme	1 300 000	1 200 000
total compte CAT	1 300 000	1 200 000
intérêts courus à recevoir	6 880	18 033
intérêts courus à payer		
caisses	360	598
payplug	1 893	20 221
total disponibilités	1 858 213	1 983 728
valeurs mobilières caisse d'épargne		
valeurs mobilières de placement		

COMPTES DE REGULARISATION D'ACTIF

Les charges constatées d'avance sont des charges enregistrées au cours de l'exercice mais qui correspondent à des achats de biens ou services dont la fourniture ou la prestation doit intervenir ultérieurement.

	année 2024	année 2023
abonnements à des revues	5 452	4 006
fournitures informatiques	357	460
cotisation	1 026	992
maintenance logiciels et matériel informatique	20 638	16 838
contrat maintenance wifi	8 987	22 088
location machine à affranchir	1 908	1 864
location copieurs et autres mobiliers	8 525	
Location licences abonnements	11 811	18 986
cotisations assurances	29 145	27 128
catalogues et imprimées		
Honoraires d'avocats	1 181	1 155
Déplacements vacataires		
Déplacements permanents	1 787	
maintenance ascenseur	727	716
Maintenance chaudière	1 196	
Maintenance téléphonie	976	
remboursement des droits d'inscription	23 007	18 700
autres abonnements et prestations (edf, téléphonie)	4 763	1 127
total charges constatées d'avance	121 484	114 061

PASSIF

Les fonds propres :

	début d'exercice	+	-	fin d'exercice
Fonds propres statutaires				
Fonds propres complémentaires				
sous total fonds propres sans droit de reprise	0	0		0
subventions d'équipement d'Etat				
subventions d'équipement de la Région Champagne Ardenne				
sous total fonds propres avec droit de reprise	0	0		0
total fonds propres	0	0		0
Réserves statutaires ou contractuelles	1 474 621			1 474 621
Réserves pour projet de l'entité	128 068			128 068
Autres				
total réserves	1 602 689	0	0	1 602 689
total report à nouveau	435 090	52 695		487 785
Résultat de l'exercice	52 695		-298 556	-245 861
<i>Situation nette</i>	2 090 474	52 695	-298 556	1 844 613
subventions d'investissements amortissables	2 819 769	47 011		2 866 780
Reprise de subvention d'investissement au résultat	-1 550 155		-184 001	-1 734 156
total subvention d'investissements amortissables	1 269 613	47 011	-184 001	1 132 624

Le détail du report à nouveau s'établit :

Report à nouveau sous convention Région
Excédent 265 235,24 euros

Report à nouveau excédentaire hors convention Région
Excédent 222 549,83euros

Le conseil régional nous a attribué une subvention d'équipement :

- Equipement d'une solution de gestion documentaire et de gestion des connaissances pour un montant de 18 400€.

Tableau des provisions :

rubriques et postes	début d'exercice	augmentations	diminutions		fin d'exercice
			prov. dénouée	prov. caduque	
<u>provisions réglementées</u>					
reconstituon de gisements					
investissements					
hausse des prix					
fluctuations des cours					
amortissement dérogatoires					
autres provisions					
<u>provisions pour risques</u>	<u>91 447</u>		<u>40 418</u>		<u>51 029</u>
litiges					
garanties données					
perte sur marché à terme					
amendes et pénalités					
perte de change					
autres provisions	91 447		40 418		51 029
<u>provisions pour charges</u>	<u>295 467</u>	<u>39 895</u>	<u>54 845</u>		<u>280 517</u>
pensions et obligations					
impôts					
renouvl des immobilisations					
grosses réparations/travaux					
retraite	295 467	39 895	54 845		280 517
autres provisions					
<u>provisions pour dépréciation</u>	<u>37 880</u>	<u>51 802</u>	<u>11 521</u>		<u>78 161</u>
sur immob. incorporelles					
sur immob. corporelles					
sur immob. Financières					
sur v.m.p.					
sur stocks					
sur comptes clients	37 880	51 802	11 521		78 161
autres provisions					
<u>total des provisions</u>	<u>424 795</u>	<u>91 697</u>	<u>106 784</u>		<u>409 707</u>

La provision pour retraite comptabilisée s'élève à 280 516,81 euros charges comprises. Le montant provisionné au 31 décembre 2024 intègre la totalité des charges sociales estimées à 50 %. Elle intègre un taux d'actualisation de 3,10 (3,10 au 31/12/23), un turn-over faible, ainsi qu'un âge de départ moyen estimé à 64 ans. La baisse de la provision comptabilisée est étroitement liée à l'évolution de l'âge de départ à la retraite et aux départs à la retraite.

Dans nos comptes de l'exercice 2024, deux provisions pour risques subsistent :

- La première, d'un montant de 8 390€, est liée à un contrôle de l'OPCO Santé qui a demandé le remboursement des heures de formation financées non justifiées.
- La seconde, d'un montant de 42 639€, concerne un risque de reversement de congés payés en raison de l'évolution du code de travail.

Sur l'exercice, aucune nouvelle provision n'a été comptabilisée.

Les dettes :

	année 2024		année 2023	
	moins 1 an	plus 1 an	moins 1 an	plus 1 an
dettes financières capital dû	93 333	485 820	93 333	565 214
dettes financières intérêts courus non échus				
intérêts courus non échus	728		849	
total dettes financières	94 061	485 820	94 183	565 214
avances et acomptes reçus (clients à reverser)				
dettes fournisseurs association	946		14 220	
dettes fournisseurs formations initiales	169 265	40 160	171 095	33 351
dettes fournisseurs formations continues	29 251	3 282	47 890	617
total dettes fournisseurs	199 462	43 442	233 205	33 968
clients créditeurs formations initiales				
clients créditeurs formations continues				
total clients créditeurs	0	0	0	0
rémunérations dûes	5 760		2 049	
œuvres sociales	4 677		4 291	
dettes fiscales et sociales congés à payer	404 950		372 593	
dettes fiscales et sociales CET externalisé	210 502		195 610	
dettes urssaf	138 091		114 581	
dettes caisse de retraite et prévoyance	49 975		43 980	
dettes assedic				
dettes organisme collecteur fonds de formation	28 056		25 810	
dettes effort construction	12 552		11 519	
mutuelle	3 717		3 310	
autres dettes sociales	16 390			
dettes fiscales taxe sur les salaires	33 136		29 703	
dettes fiscales prélèvement à la source	9 722		8 829	
total dettes fiscales et sociales	917 527	0	812 275	0
autres dettes fiscales (impôt sur les bénéfices)	15 581		1 905	
caution bibliothèque et sécurité sociale étudiante		18 135		31 285
crédoeurs à reverser	34 298	55 047	-66 388	10 535
fonds mobilité étudiante (Léonardo Da Vinci, Maroc...)	19 917		19 575	51 929
subvention à consommer	2 722		28 182	
charges diverses à payer	11 003	32 340	19 060	19 722
total autres dettes diverses	67 940	105 522	429	113 470

L'Irts a contractualisé en 2015 un prêt auprès de la Caisse d'épargne pour un montant initial de 1 400 000 euros à rembourser en 180 mois.

Les charges diverses à payer correspondent pour l'essentiel aux droits d'inscription à rembourser aux étudiants boursiers.

COMPTES DE REGULARISATION DE PASSIF

Les produits constatés d'avance :

Il s'agit de produits perçus et comptabilisés avant que les prestations et fournitures les justifiants aient été effectuées ou fournies.

	année 2024	année 2023
frais d'inscription aux concours d'admission		
droits d'inscription et frais de scolarité	237 640	279 922
frais pédagogique de formations initiales	84	
frais pédagogiques de formations continues	8 820	
frais pédagogiques du CFA	55 660	
autres produits constatés d'avance (aide oeth...)	0	0
total produits constatés d'avance	302 203	279 922

CHARGES ET PRODUITS

Comptes de produits :

Les principales ressources d'exploitation de l'Association et de l'établissement sont les suivantes :

	année 2024	année 2023	% 2024/2023
admissions	76 350	80 080	-4,66
frais de scolarité et droit d'inscription	367 061	346 906	5,81
prestations de services	1 974 380	1 878 131	5,12
subvention Région Grand Est quota	3 167 760	3 118 760	1,57
autres subvention Région Grand Est	143 240	143 240	0,00
Autres subventions de fonctionnement	21 436	46 253	-53,65
Autres (copies, taxe apprentissage, cpam...)	22 257	13 637	63,22
total	5 772 484	5 627 006	2,59

	année 2024	année 2023	% 2024/2023
cotisations	280	360	-22,22
remb ij sécu et cpm cipc	49 355	49 065	0,59
recettes en atténuation	47 223	38 837	21,59
produits sur exercices antérieurs	63 359	131 832	-51,94
total	160 217	220 094	-27,21

	année 2024	année 2023	% 2024/2023
plus values sur placements	56 012	30 253	85,14
Revenus des autres créances	318	5 538	-94,26
total des produits financiers	56 330	35 791	57,39

	année 2024	année 2023	% 2024/2023
exceptionnels sur opération de gestion	24 110	19 183	25,68
exceptionnels repr.subventions	184 001	194 097	-5,20
autres produits exceptionnels	17 711	28 515	-38,24
total produits exceptionnels	225 822	241 795	-6,61
reprise sur provisions p/ charges d'exploit			
reprise sur provisions	106 784	120 894	-11,67
autres reprises			
total reprise sur amort. et provisions	106 784	120 894	-11,67

Une reprise de provision a eu lieu à hauteur de 54 845,12€ euros dû en grande partie à des départs en retraite de deux collaborateurs.

Une reprise de provision de 40 183,85€ a eu lieu à la suite d'un licenciement pour inaptitude d'origine non professionnelle pour une salariée partie lors du 1^{er} trimestre 2024.

Reprise de clients douteux pour 11 521,21€ sur 2024.

Les produits exceptionnels sur opération de gestion se décomposent pour l'essentiel de :

- Indemnité d'inexécution de convention pour 24 110,17 euros

Les autres produits exceptionnels correspondent principalement à l'amortissement des subventions d'investissement du Conseil Régional ou de mécènes :

- subvention 2012 2 062,67 euros
- subvention 2014 501,75 euros
- subvention 2015 122 114,46 euros
- subvention 2016 1 426,73 euros
- subvention 2017 1 323,27 euros
- subvention 2018 9 709,14 euros
- subvention 2019 4 559,07euros
- subvention 2020 10 660,60 euros
- subvention 2021 9 452,65 euros
- subvention 2022 14 342,80 euros
- subvention 2023 4 653,97euros
- subvention 2024 3 193,94 euros

Comptes de charges :

Achats

	année 2024	année 2023	% 2024/2023
achats stockés	18 682	20 532	-9,01
variation de stocks	1 048	68	1 433,48
eau, électricité, chauffage	59 316	109 531	-45,85
fournitures et petit matériel	37 865	36 842	2,78
fournitures bibliothèque	17 041	15 569	9,45
autres fournitures	1 257	2 326	-45,97
total achats	135 209	184 868	-26,86

Les factures d'énergie sont en baisse grâce à un avoir de 23 438€ impactant l'exercice 2024 alors que cet avoir concernait la consommation de l'exercice 2023.

Services extérieurs

	année 2024	année 2023	% 2024/2023
locations immobilières	16 274	25 842	-37,02
location copieurs et imprimantes	22 392	22 392	0,00
location machine à affranchir	2 500	2 343	6,70
location téléphonie	8 366	8 366	0,00
location véhicules	29 380	19 965	47,16
location licences abonnement	25 475	33 698	-24,40
location défibrillateur	878	878	0,00
location fontaines à eau	360	585	-38,46
autres locations mobilières	10 245	7 614	34,56
entretien des bâtiments	65 312	30 052	117,33
maintenance copieurs imprimantes	20 950	24 844	-15,67
maintenance logiciels	51 735	43 093	20,05
maintenance ascenseur	3 213	2 964	8,38
maintenance autres matériel	33 932	37 881	-10,43
assurances	27 221	25 855	5,28
cotisations	23 070	20 096	14,80
documentations			
total services extérieurs	341 304	306 470	11,37
personnel intérimaire	136 367	128 906	5,79
prestations de services formation	82 594	131 293	-37,09
honoraires avocat	14 726	15 248	-3,43
honoraires comm. aux comptes	22 401	21 956	2,03
honoraires de formation	217 448	150 067	44,90
autres honoraires	19 745	24 826	-20,46
frais d'actes	914	424	115,85
annonces, brochures	95 660	87 975	8,74
divers pourboires	682	404	68,72
frais de déplacements	75 262	76 183	-1,21
frais de déplacements partenaires	17 976	2 832	534,70
frais de réception	85 776	71 895	19,31
affranchissements	18 080	15 395	17,44
frais téléphoniques	-8 537	11 022	-177,45
services bancaires	5 744	4 870	17,94
prestations à l'extérieur	116 952	109 862	6,45
sécurisation des bâtiments	18 320	17 177	6,65
prestations partenaires			
divers prestations	19 692	29 914	-34,17
total autres services extérieurs	939 802	900 250	4,39
total achats externes	1 281 106	1 206 720	6,16

Le recours à l'intérim est une solution pour remplacer un salarié temporairement absent car l'arrêt maladie est, soit de courte durée, soit il est reconduit de semaine en semaine, ne permettant pas de déterminer la fin de celui-ci.

Le personnel administratif représente 98 263€ et celui du service communication 38 103€. Ce poste de charge s'est alourdi de 7 461€ par rapport à l'année dernière.

Le poste des frais de déplacement des partenaires a augmenté par rapport à l'année dernière.

Cette hausse s'explique principalement par l'activité du pôle international, qui a mené plusieurs projets en 2024.

Toutefois, ces frais sont partiellement compensés grâce à des subventions reçues.

Les dépenses liées à l'entretien du bâtiment ont été réalisées comme prévu initialement dans le budget 2024.

Néanmoins, par rapport à 2023, ce poste de charge a nettement augmenté.

Salaires et charges sociales

	année 2024	année 2023	% 2024/2023
direction	256 830	177 964	44,32
administration	638 852	575 873	10,94
documentation	64 850	48 709	33,14
formateurs et informaticiens	1 528 432	1 438 665	6,24
services généraux	48 755	41 241	18,22
indemnités rupture	1 130	3 974	-71,56
vacataires	272 922	291 105	-6,25
cdd administration			
cdd formation	45 026	37 416	20,34
indemnité retraite	33 350	31 706	5,19
indemnités licenciement	56 574		
Indemnités Stagiaires			
prime pouvoir d'achat		30 881	-100,00
prime télétravail			
prov congés et cet	29 353	61 715	-52,44
prov p/mesures salariales			
ij sécurité sociale	43 075	37 492	14,89
total base salaires	3 019 148	2 776 742	8,73
taxe sur salaires	257 399	233 391	10,29
formation professionnelle	36 354	33 652	8,03
construction	12 552	11 594	8,26
emploi handicapés		2 083	-100,00
total impôts et taxes sur salaires	306 305	280 720	9,11
autres impôts et taxes	14 764	261	5 556,70
sécurité sociale Urssaf	845 591	738 942	14,43
retraite et prévoyance	274 071	247 495	10,74
participation mutuelle	21 500	19 696	9,16
œuvres sociales	41 892	38 781	8,02
médecine du travail	7 843	7 267	7,93
charges provisionnées	17 898	17 859	0,22
autres charges	22 603	14 198	59,19
total charges sociales	1 231 398	1 084 239	13,57
% charges	50,93	49,16	3,61

En 2024, l'impact de la prime Ségur dans les comptes 2024 est évalué à 280 000€ chargé.

L'IRTS a procédé à une rupture conventionnelle durant l'année 2024.

L'IRTS CA a comptabilisé dans ces comptes deux départs en retraite en 2024.

La charge financière induit par la procédure de licenciement est constatée dans les comptes 2024 dont le dénouement interviendra au 1er trimestre 2025.

Pour l'année 2024, la provision pour congés payés correspond à 1 336,99 jours (1 271,50 jours en 2023 et 1 255,49 jours en 2022).

En 2024, l'Irts a enregistré 1 612,50 jours d'arrêt de travail contre 1 383,50 jours d'arrêts en 2023 et 1 881 jours d'arrêts en 2022.

Autres charges de gestion courante

	année 2024	année 2023	% 2024/2023
droit d'auteurs et de reproduction	2 742	2 245	22,14
frais de conseils et d'assemblées	2 311	3 431	-32,65
créances irrécouvrables	9 218	507	1 719,33
rembst des droits d'inscription	30 203	29 750	1,52
Charges diverses de gestion courante	26	0	255 000,00
Charges sur exercices antérieures	6 365	16 997	-62,55
total charges gestion courantes	50 865	52 930	-3,90

A compter de la rentrée de septembre 2011, la Région Champagne Ardenne a décidé que les droits d'inscriptions des étudiants boursiers, qui en feraient la demande soient remboursés. Pour 2024, cette mesure a été reconduite par la région Grand Est et a engendré le paiement pour la rentrée 2024/2025 de 118 étudiants boursiers à 170 euros (165 en 2023/2024 ;177 en 2022/2023)

Charges financières

	année 2024	année 2023	% 2024/2023
intérêts des emprunts	11 235	12 971	-13,38
intérêts des comptes courants			
autres charges financières			
total charges financières	11 235	12 971	-13,38

Les intérêts des emprunts correspondent aux intérêts du prêt pour les travaux de réhabilitation.

Charges exceptionnelles

	année 2024	année 2023	% 2024/2023
sur opération de gestion	2	153	-98,45
sur exercices antérieurs			
sur cession d'actifs			
dotations aux amortissements	8 588		
autres charges	234	4 611	-94,93
total charges exceptionnelles	8 824	4 764	85,25

Dotations aux amortissements et provisions

	année 2024	année 2023	% 2024/2023
amortissements d'immobilisations	401 367	421 285	-4,73
provisions p/ retraite	39 895	45 095	-11,53
provisions autres charges pers		40 184	-100,00
provisions p/ précarité			
provisions pour dépréciation	51 802	28 938	79,01
provisions pour charges et litiges		51 263	-100,00
total dotations	493 064	586 765	-15,97

RESULTAT PAR ACTIVITE

Le compte de résultat se décompose de la manière suivante :

activité	résultat 2024	résultat 2023	résultat 2022	résultat 2021	résultat 2020
association	31 281	4 335	-2 343	-1 415	-793
admissions hors convention Région	-2 491	196	-2 126	2 842	7 584
formations initiales hors convention Région	-28 364	52 345	30 897	130 213	66 299
formations continues, et autres	-240 734	-163 175	-9 748	-242 782	-140 155
validation d'acquis d'expérience	-56 946	-8 231	21 314	18 547	-10 035
CFA	166 139	130 895	13 342		
TOTAL HORS CONVENTION REGION	-131 114	16 364	51 337	-92 594	-77 101
admissions sous convention Région	-54 001	-31 003	-31 881	7 473	-7 693
formation initiale sous convention Région	13 839	123 473	46 254	94 236	86 393
pôle international sous convention Région	-29 640	-14 894	-16 339	-2 895	-13 697
évaluation sous convention Région	-44 945	-41 244	-52 466	-6 787	8 906
TOTAL CONVENTION REGION	-114 747	36 331	-54 431	92 027	73 909
TOTAL IRTS	-245 861	52 695	-3 095	-567	-3 192

Nb : à partir de l'année 2009, à la demande du Conseil Régional, la partie des admissions liées à l'entrée des formations sous convention, a été identifiée, et affectée au résultat global de la partie sous convention Région.

	année 2024	année 2023	année 2022	année 2021	année 2020
résultat d'exploitation	-492 373	-205 251	-190 831	-180 828	-124 070
résultat financier	45 095	22 820	-9 180	-12 906	-12 737
résultat exceptionnel	216 998	237 031	197 958	193 913	134 814
autres	-15 581	-1 905	-1 042	-746	-1 199
résultat	-245 861	52 695	-3 095	-567	-3 192

Les autres résultats correspondent à l'impôt sur les sociétés, lié aux placements financiers.

Les résultats d'exploitation sont fortement déséquilibrés car la réglementation comptable oblige à imputer les reprises de subvention d'investissement du Conseil régional en compte 77 alors que les charges d'amortissement s'y afférents sont comptabilisées en compte 68.

En retraitant cette information, les résultats évoluent de la manière suivante :

	année 2024	année 2023	année 2022	année 2021	année 2020
résultat d'exploitation	-308 372	-11 154	4 837	10 472	48 500
résultat financier	45 095	22 820	-9 180	-12 906	-12 737
résultat exceptionnel	32 996	42 934	2 291	2 613	-37 755
autres	-15 581	-1 905	-1 042	-746	-1 199
résultat	-245 861	52 695	-3 095	-567	-3 192

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE

La contribution volontaire est un acte par lequel une personne physique ou morale apporte à une autre un travail, des biens ou d'autres services à titre gratuit.

Les contributions volontaires peuvent être :

- des contributions en travail par des personnes extérieures à l'association, ou des membres de l'association.
- des contributions en biens (cédés gratuitement à l'association).
- des contributions en services (ex : mise à disposition gratuite de locaux et de matériels).

Une contribution est une participation, sous quelque forme que ce soit, à la réalisation d'une œuvre commune.

L'entité qui apporte ou affecte des biens en nature isolés ou des sommes en numéraire, à une personne morale de droit privé à but non lucratif, ne bénéficie, par cette opération, d'aucun droit sur le patrimoine de cette personne morale bénéficiaire.

- Ces apports ou affectations sont comptabilisés en charge à la date de signature de la convention ou des statuts.
- Les apports ou affectations sont soit en numéraire soit en nature.
- Les apports en nature correspondent à l'apport de tout bien qu'il soit matériel ou immatériel autre que l'argent.

Les contributions volontaires en nature de bénévolat

Pour 2024, les activités des bénévoles de l'association ont été valorisées à hauteur de 15 705,95 euros pour 365 heures. La valorisation a été basée sur le coefficient d'un directeur général en début de carrière, à la valeur du point en cours.

Informations relatives aux dirigeants (rémunérations, avances et crédits alloués, engagements en matière de retraite, pensions...)

« Conformément à l'article 20 de la Loi n°2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif, l'association est amenée à communiquer le montant des rémunérations et avantages en nature versés aux trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles ou salariés. Il est rappelé que, le Directeur salarié ne recouvre pas la qualité de dirigeant car il ne dispose pas de toutes les prérogatives en matière de pouvoir et signature.

L'association ne compte aucun cadre dirigeant rémunéré. »